

TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Fondateur: *LELIO BASSO* (Italie)

Président:

FRANCO IPPOLITO (Italie)

Vice-présidents:

LUIZA ERUNDINA DE SOUSA (Brésil)

JAVIER GIRALDO MORENO (Colombie)

HELEN JARVIS (Australie)

PHILIPPE TEXIER (France)

Secretary General:

GIANNI TOGNONI (Italie)

**DROITS FONDAMENTAUX, PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET
GRAND PROJETS**
Du TGV Lyon-Turin à la réalité globale
Turin-Almese, 5-8 novembre 2015

DISPOSITIF

Secrétariat général :

VIA DELLA DOGANA VECCHIA 5 - 00186 ROME - TEL:0039 0668801468

E-mail: ppt@permanentpeopletribunal.org

www.tribunalepermanentedepopoli.fondazionebasso.it

I. INTRODUCTION

La session du Tribunal Permanent des Peuples (TPP) qui s'est tenue du 5 au 8 novembre 2015 à Turin au siège de l'association Gruppo Abele, "La Fabbrica delle E", pour les audiences publiques, et à Almese, au théâtre Magnetto, pour la lecture de la sentence, représente la conclusion d'un long travail de préparation qui s'est rigoureusement conformé aux statuts du TPP.

A la demande initiale de prendre en considération le dossier du projet et de la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin [*désigné en Italie par l'acronyme TAV*], présentée le 8 avril 2014, la Présidence du TPP a apporté le 20 septembre 2014 une réponse positive, en explicitant les motivations de sa décision et les conditions qui devaient être prises en compte lors de la préparation de la session. Elle a constaté en particulier :

- la cohérence et la continuité étroite de la requête avec l'expérience et les compétences du TPP, développées et documentées de façon spécifique par les sentences sur les politiques du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale (1989, 1994), sur les désastres de Bhopal (1992,1994) et de Tchernobyl (1996) et par les sentences plus récentes sur les entreprises transnationales en Colombie (2001-2008), sur les politiques de l'UE en Amérique Latine (2006-2010) et sur les conséquences des traités de libre échange au Mexique (2011-2014) ;
- l'importance spécifique et l'actualité des événements liés au Val De Suse, en ce qu'ils témoignent d'une situation conflictuelle provoquée par la violation systématique du droit fondamental d'une communauté à jouer un rôle incontournable et primordial dans les processus décisionnels touchant son environnement et ses conditions de vie présentes et futures ;
- l'importance d'approfondir et de vérifier l'interaction et le rapport hiérarchique entre les variables et les déterminants économique-financiers d'un "grand projet" présenté comme stratégique à l'échelon national, et soutenu au niveau européen, et les obligations relatives au respect des droits fondamentaux des individus et des communautés prévu par les réglementations nationales et internationales ;
- l'opportunité de replacer le dossier du Val de Suse dans un contexte international (européen, mais pas uniquement) relatif aux grand projets, pour évaluer dans quelle mesure une situation conflictuelle locale pouvait être révélatrice d'un problème systémique à l'échelle européenne et globale.

La présentation-acceptation de l'acte d'accusation reformulé en tenant compte des commentaires énoncés ci-dessus (Annexe 2) a formellement ouvert la phase d'instruction qui a conduit à la session publique inaugurale du procès le 14 mars 2015 à Turin. Elle a correspondu à une période de prise de contact avec les groupes représentatifs des expériences italiennes et européennes qui, après examen, s'avéraient les plus conformes aux objectifs du TPP. Le secrétariat général du TPP a même effectué à deux reprises des visites sur le terrain, vouées essentiellement à vérifier la représentativité des mouvements par rapport à la réalité des communautés locales.

En conformité avec les statuts du TPP, les parties mises en cause dans l'acte d'accusation ont été invitées (par lettre recommandée avec relances successives) à participer à la session publique du TPP, directement ou à travers leurs représentants. Deux lettres sont parvenues à l'attention du Tribunal le 4 novembre 2015 : l'une signée de l'architecte Paolo Foietta, président de l'Observatoire technique pour le Lyon-Turin, l'autre signée de l'architecte Mario Virano, directeur

général de l'entreprise TELT [*Tunnel Euralpin Lyon Turin*], concessionnaire du projet de la ligne TGV. Ils ont chaque fois décliné l'invitation en arguant que leur position étaient parfaitement et entièrement exposée dans des documents largement accessibles, qui démontraient le bien-fondé du comportement de l'Observatoire et de l'entreprise TELT, conformément aux mandats reçus.

Comme détaillé dans le programme disponible en Annexe 1, la Session publique du TPP s'est déroulée de la façon suivante :

- une première journée entièrement consacrée aux rapports et aux témoignages relatifs au dossier du Val de Suse ;

- une seconde journée dédiée aux grands projets italiens (la digue Moïse de Venise, la ligne TGV de Florence, le MUOS de Niscemi, la centrale solaire thermodynamique en Basilicate, les projets de forage disséminés sur le territoire italien, le pont de Messine, l'autoroute Orte-Mestre, le bassin des Alpes Apuanes) et européens (aéroport de Notre-Dame-des-Landes en France, les lignes TGV de France, des Pays basques, du Royaume-Uni, et la mine d'or de Rosia Montana en Roumanie). Des situations jugées comparables et/ou complémentaires, par leur contenu et par les mouvements d'opposition-résistance des "communautés" concernées, au cas exemplaire du TGV Lyon-Turin ;

- la matinée de clôture, qui a comporté un compte-rendu général sur les stratégies des "grands projets" à l'échelle globale (en portant une attention particulière au Mexique et à l'Amérique latine) et les réquisitions finales présentées par Livio Pepino (Annexe 3) ;

Toute la documentation multimédia a été mise à disposition des membres du jury, qui ont eu l'occasion de poser des questions au groupe de rapporteurs, composé d'experts techniques et juridiques, de représentants des collectivités locales, et de membres des communautés concernées.

II. DISPOSITIF

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Considérant la Déclaration Universelle des Droits des Peuples adoptée à Alger en 1976 et en particulier les articles 7 et 10 ;

Considérant l'ensemble des traités internationaux et des autres instruments de protections des droits humains, aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux ;

Considérant en particulier l'art. 21 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et l'art. 25 du Pacte international relatif aux Droits civils et politiques du 16 décembre 1966, qui reconnaissent le droit de toutes les personnes à participer aux questions d'intérêt public ;

Considérant la Convention sur l'accès aux informations, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement adoptée à Aarhus le 25 juin 1998, dont sont membres 47 États parmi lesquels l'Italie, depuis le 13 juin 2001, et la France depuis le 8 juillet 2002, et approuvée par l'UE par la décision 2005/370/CE du Conseil du 17 février 2005 dont l'application partielle au niveau communautaire a été entérinée par la Directive 2003/4/CE relative à l'accès de la société civile à l'information en matière d'environnement et la Directive 2003/35/CE relative à la participation du public dans les procédures relatives à l'environnement ;

Considérant la Directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement modifiée par la Directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidents des projets publics et privés sur l'environnement et la Directive 2014/52/UE du 16 avril 2014 ;

Considérant l'ensemble des preuves documentaires et les témoignages qui ont été présentés au cours de cette session,

ESTIME

que l'art. 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui affirme que "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit" et surtout qu'ils sont "doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité", doit être mentionné. Le concept de fraternité, trop souvent remplacé par celui de solidarité, a une valeur constitutionnelle en droit français (Préambule et art. 2, Constitution française, 4/10/1958) et renvoie à l'idée que c'est justement sur la fraternité entre les hommes au niveau mondial et sur sa dimension intergénérationnelle que se base l'impératif de protection de l'environnement. Par conséquent, il est important de restituer au concept de fraternité sa valeur juridique, comme principe actif qui inspire, guide et fournit un cadre de référence à l'élaboration des lois. Dans la Constitution italienne, qui considère l'accomplissement des devoirs de solidarité politique, économique et sociale comme obligatoire et indérogeable, le principe de fraternité est absent, mais l'exigence de réalisation des dits devoirs renvoie de fait à la notion de fraternité telle qu'elle est utilisée dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. C'est ce principe fondamental de "fraternité" qui est au cœur des revendications des personnes qui se sont mobilisées contre le TGV Lyon-Turin, ce grand projet dont l'utilité n'a pas pu être documentée.

LE TRIBUNAL prenant acte des tendances culturelles et juridiques qui vont désormais s'affirmer et qui sont garanties par des traités et par les normes internationales citées ci-dessus concernant les comportements en matière de construction de grands projets, entendus comme projets qui peuvent avoir d'importants effets sur le territoire et l'environnement tels qu'énumérés dans les annexes à la Convention d'Aarhus.

RECONNAÎT

parmi les droits fondamentaux des individus et des peuples, le droit de participer aux procédures de délibération relatives aux dits projets. Ce droit, en plus d'être l'expression du droit des individus et des peuples à prendre part à la direction des affaires publiques – tel qu'établi dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (art. 21) et dans le Pacte relatif aux Droits civils et politiques (art. 25) – sert les principes de la démocratie et de la souveraineté populaire et garantit le respect effectif des autres droits humains, y compris le droit à l'environnement et à des conditions de vie conformes à la dignité humaine des individus et des communautés locales concernées par les projets.

ESTIME

blâmables tous les États qui, en droit et en fait, ne s'ouvrent pas à des formes efficaces de participation – dont le modèle peut être puisé dans la Convention d'Aarhus – dans les procédures relatives aux grands projets.

DEMANDE

par conséquent à tous les États, en Europe et dans le monde, de se doter des règles nécessaires et de les observer. Les cas présentés au cours de la session du TPP par les représentants des communautés du Val de Suse, de Notre-Dame-des-Landes, de HS2 Londres-Birmingham, de Roşia Montană, des Pays Basques de France et d'Espagne, de Stuttgart, de Venise, de Florence, de la Basilicate et des régions d'Italie concernées par les projets de forage, de Messine et de Niscemi, et de tous les autres projets pris en considération, attestent un modèle généralisé de non-conformité opérative à ces principes de la part d'un grand nombre de gouvernements et de collectivités publiques ainsi que des concessionnaires des grands projets.

LE TRIBUNAL

JUGE ILLÉGITIME cette conduite procédurale et la dénonce devant l'opinion publique mondiale et

DÉCLARE

- que dans le Val de Suse les droits fondamentaux des habitants et des communautés locales ont été bafoués. D'une part les droits de nature procédurale, comme les droits relatifs à une information pleine et entière sur les objectifs, les caractéristiques et les conséquences du projet de la nouvelle ligne ferroviaire entre Lyon et Turin (désignée en Italie par l'acronyme TAV) initialement prévus par l'Accord bilatéral entre la France et l'Italie du 29 janvier 2001 ; le droit de participer, directement et à travers leurs représentants institutionnels, aux processus décisionnels relatifs à l'intérêt et, le cas échéant, à l'élaboration et à la réalisation de la ligne TGV ; le droit d'avoir accès à des voies judiciaires efficaces pour exiger la reconnaissance des dits droits. D'autre part les droits

fondamentaux civils et politiques, comme la liberté d'opinion, d'expression, de manifestation et de circulation, ont été bafoués, conséquence des stratégies de criminalisation du mouvement de contestation qui seront détaillées ultérieurement.

- que ces violations ont été commises aussi bien par commission que par omission. D'un côté l'omission d'une étude sérieuse sur l'impact écologique du projet dans son ensemble avant son autorisation ; une information complète et véridique n'a pas été garantie dans les justes délais aux communautés concernées ; les individus et les communautés locales ont été exclus de toute procédure effective de participation aux délibérations et au contrôle de la réalisation des projets, au profit de procédures de participation fictives et inefficaces ; aucune suite n'a été donnée aux procédures engagées devant les tribunaux pour faire valoir les droits d'accès à l'information et à la participation aux processus décisionnels. De l'autre côté des violations qui s'avèrent le produit d'actions délibérées et planifiées : la diffusion d'informations erronées et la manipulation des données relatives à la nécessité, à l'utilité et à l'impact des travaux ; la simulation d'un processus participatif avec l'institution de l'Observatoire pour la liaison ferroviaire Lyon-Turin, qui en arrivera à exclure les dissidents (Décret de la Présidence du Conseil des Ministres italienne du 19 janvier 2010), et à annoncer un accord inexistant, l'Accord de Prà Catinat de juin 2008, largement utilisé auprès de l'opinion publique et des institutions européennes ; l'adoption de mesures législatives ayant pour objectif l'exclusion de la participation des citoyens et des communautés locales ; la stratégie de criminalisation du mouvement de contestation par des manœuvres administratives, législatives, judiciaires et policières, qui incluent entre autres un acharnement pénal démesuré, l'imposition répétée d'amendes excessives, et l'emploi disproportionné de la force.

- en particulier, que les territoires visés par la construction de grands projets ont été abusivement déclarés "zone d'intérêt stratégique", soumises à des régimes spéciaux qui modifient et interfèrent avec les compétences de gestion du territoire, excluant les administrations locales conformément à la Loi n° 443 du 21 Décembre 2001, mieux connue Loi Objectif (Délégation au Gouvernement en matière des infrastructures et des installations stratégiques de production et d'autres mesures visant à stimuler la production), et au Décret-loi n° 190 du 20 Août 2002 (Application de la Loi du 21 Décembre 2001, n. 443, pour la construction des infrastructures et des installations stratégiques de production et d'intérêt national) ou au Décret-loi n° 133 du 12 Septembre 2014 (Mesures urgentes pour l'ouverture des chantiers, la réalisation des travaux publics, la numérisation du Pays, la simplification bureaucratique, les urgences liées aux instabilités hydrogéologiques et la reprise des activités de production). Les variations ultérieures de la position du Gouvernement dans l'utilisation de la Loi Objectif dans le cas TAV objectif ont conduit, sur la base de fausses informations, à la sentence de la Cour Administrative du Latium, saisi sur ce point par la Communauté de Montagne, que dans son jugement (Sentence 02372-2014 Tar Latium 04637-2011 Reg. Ric), a déduit d'une note ministérielle la preuve que le projet n'est jamais sorti du cadre de la Loi Objectif, tandis que l'annexe au 7^{ème} DPEF 2010-2013, cité par la note ministérielle, atteste exactement le contraire. La sentence est irrévocable parce que elle n'a pas pu être contestée par la Communauté de Montagne, puisque la même a été déclarée dissoute par Décret de la Région Piémont après seulement trois jours de la notification du susdit jugement.

- que les centaines de projets réputés stratégiques peuvent être assujettis (comme c'est le cas dans le Val de Suse) à un contrôle policier et militaire et interdits aux citoyens. Dans le cas du chantier du tunnel de la Maddalena de Chiomonte (Projet Lyon-Turin), d'une part, l'article 19 de la Loi 12 Novembre 2011, n. 183 (mieux connue comme « Loi de Stabilité » ou « Loi de Finance 2012 ») prévoit, sous la rubrique « Aide à la mise en place du corridor Turin-Lyon et du Tunnel routier du col de Tende » que « les zones et sites de la ville de Chiomonte, identifié pour l'installation du chantier du tunnel géognostique et pour la construction du tunnel de base de la ligne ferroviaire entre Turin et Lyon, sont des domaines d'intérêt stratégique national », en

déployant sur ce site des troupes de l'armée italienne. D'autre part, on a procédé à une application erronée de l'art. 2 du Code de la Sécurité publique, en élargissant d'une façon exagérée l'aire concernée, et en transformant une décision, qui ne pouvait être que transitoire, en mesure permanente à travers des ordres ultérieurs du Préfet de Turin qui ont émergés à partir du 22 Juin 2011, qui ont assigné la zone adjacente au chantier à la police, en empêchant l'accès, le stationnement et le mouvement dans les zones environnantes. Dans leur visite dans la zone les membres d'une délégation de la TPP ont été traités comme des criminels potentiels. Les conséquences sur la vie quotidienne des habitants ont été considérables, tant au niveau des obstacles au déroulement normal de leurs activités professionnelles (déplacement entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail agricole) qu'au niveau du préjudice moral représenté par les contrôles d'identité continuels, les autorisations ou les refus de passage arbitrairement délivrés par les forces de l'ordre, ou par le fait de se voir réduits, en temps de paix, au rôle d'observateurs impuissants de l'occupation de leurs propres terres par les forces armées nationales avec une action directe contre des citoyennes et citoyens de leur propre Etat. Dans ce contexte, la liberté de penser et le droit de réunion, considérées questions de sécurité publique, sont réprimés et ceux qui y prennent part accusés de terrorisme, abandonnant à la répression policière et judiciaire des problèmes d'ordre démocratique et social.

- que les personnes qui se mobilisent contre le TGV Lyon-Turin, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou contre d'autres projets doivent être considérés comme des "lanceurs d'alerte" dans la mesure où ils dénoncent des violations du droit qui peuvent avoir de graves conséquences sociales et écologiques et qu'ils tentent, par des voies légales, d'alerter les autorités pour mettre fin à des agissements contraires aux intérêts de la société toute entière. Universitaires, professionnels, fonctionnaires, travailleurs agricoles, n'importe qui peut jouer ce rôle. En droit européen les règles et recommandations qui définissent le statut de "lanceur d'alerte" sont nombreuses et précises : ces règles sont contraignantes pour les juridictions des pays membres (Conseil de l'Europe, Résolution 1729(2010) du 29 avril 2010 et recommandation CM/Rec(2014)7 du 30 avril 2014).

- que le recours au dénigrement et à la criminalisation du mouvement de contestation est la preuve la plus évidente de l'inconsistance et du manque de crédibilité des arguments des promoteurs des grands projets, qui visent à convaincre les personnes et les communautés touchées de la qualité et des avantages des projets. Les principaux médias, en relayant une désinformation explicite soumise aux intérêts de leurs propriétaires, jouent dans cette affaire un rôle déterminant et renient leur mission d'information.

- que l'autorisation de lancement des travaux du tunnel de la Maddalena est particulièrement grave, puisqu'elle a été décidée au mépris : du principe de précaution, sans la moindre étude préliminaire de l'impact sur l'environnement ; capable de définir correctement le risque actuel et futur découlant de la présence possible d'amiante et d'uranium, et l'impact sur l'équilibre hydrologique ; du principe de prévention puisqu'aucun programme d'analyse et de traitement des matériaux extraits n'a été mis en place. Il convient de noter, en passant, que cela a entraîné la destruction délibérée et injustifiable d'une nécropole datés de 4000 ans avant J.-C., ce qui représente un élément fondamental du patrimoine archéologique de la région, ce qui démontre le manque absolu de sensibilité sociale et culturelle de ses auteurs.

- que la responsabilité de ces violations doit être imputée en premier lieu aux gouvernements italiens qui se sont succédés au cours des deux dernières décennies, aux autorités publiques responsables de la prise des décisions et des mesures dénoncés ci-dessus, aux promoteurs du projet et à l'entreprise chargée de son exécution, la TELT (Tunnel Euralpin Lyon Turin).

- que la responsabilité de ces violations doit également être imputée à l'Union européenne qui, en omettant d'apporter des réponses concrètes aux plaintes réitérées formulées par les communautés touchées et présentées devant la Commission des pétitions du Parlement européen et en se ralliant aveuglément aux positions de l'état italien, permet le renforcement et, plus grave encore, le cofinancement d'un projet qui se développe en violation patente du principe de précaution, tel que stipulé dans l'art. 191 du Traité de fonctionnement de l'UE, et des directives européennes sur l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement, sur l'accès à l'information et sur la participation à l'adoption des décisions concernant l'environnement en faussant ainsi les critères de priorité qui comprennent la construction des liens qui ne sont pas encore complétés et l'élimination des goulets d'étranglement, en particulier dans les sections transfrontalières selon les normes et réglementations européennes applicables (Règlement UE n° 1315/2013 du Parlement et du Conseil du 11 décembre 2013, sur les orientations de l'Union pour le développement du Réseau Transeuropéen de Transport, et le Règlement n° 1316/2013 du Parlement européen UE et du Conseil du 11 Décembre de 2013 établissant le « Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe »).

- qu'il convient de souligner le comportement particulièrement grave et insensible du coordinateur européen pour le corridor TEN-T Méditerranéen, Laurens Jan Brinkhorst, qui a contribué à diffuser des informations non-vérifiées et à jeter le discrédit sur le mouvement de contestation des communautés du Val de Suse, en les stigmatisant comme violentes et peu représentatives.

- que la non-application des principes voués à assurer la participation pleine et effective des citoyens, abondamment documentée dans le cas du Val de Suse, n'est pas un cas isolé en Italie comme on a eu l'occasion de constater dans tous les cas présentés aux audiences publiques et que le TPP a connu dans de nombreux autres focalisées sur de citations extra européennes.

- que tout ce qui vient d'être souligné semble démontrer l'existence d'un modèle bien rôdé de gestion du territoire et des dynamiques sociales chaque fois qu'un scénario d'approbation et de réalisation de grandes infrastructures est engagé : les gouvernements, au service des grands intérêts économiques et financiers, nationaux et supranationaux et de leurs institutions, disposent sans limite ni contrôle de leurs territoires et de leurs ressources : les opinions, les arguments, et plus encore le ressenti des populations directement touchées sont totalement occultés. Cela représente, au cœur de l'Europe, une menace extrêmement grave contre l'essence de l'état de droit et du système démocratique, qui doit nécessairement être fondé sur la participation et le respect des droits et de la dignité des personnes.

Cette Session a permis au TPP d'apprécier et de partager l'immense capacité des communautés du Val de Suse à mettre en commun leurs énergies et leurs connaissances, fruits de compétences scientifiques et techniques et de savoirs partagés dérivant d'une vie et d'un travail quotidien profondément ancrés sur le terrain, qui ont permis de construire une réalité informée et un récit cohérent, convaincant, et de mener pendant 25 ans une lutte exemplaire pour la défense de leurs droits fondamentaux.

RECOMMANDATIONS

Constatant que, dans le cas de la ligne TGV Lyon-Turin, de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et dans tous les cas examinés, italien (la digue Moïse de Venise, la ligne TGV de Florence, le MUOS de Niscemi, la centrale solaire thermodynamique en Basilicate, les projets de forage disséminés sur le territoire italien, le pont de Messine, l'autoroute Orte-Mestre, le bassin des Alpes Apuanes) et européens (les lignes TGV de France, des Pays basques, du Royaume-Uni, et la mine d'or de Rosia Montana en Roumanie), au cours de cette session dédiée aux "Droits fondamentaux, participation des communautés locales et grands projets", nombreux droits fondamentaux comme le droit à l'information et à la participation des citoyens ont été bafoués,

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Recommande aux États français et italiens, dans le cas du TGV Lyon-Turin, de procéder à de des consultations sérieuses des populations concernées, en particulier les habitants du Val de Suse, afin de garantir leur possibilité de se prononcer sur la pertinence et l'opportunité du projet et de faire valoir leurs droits à la santé, à l'environnement, et à la protection de leur milieu de vie. Ces consultations devront avoir lieu sans omettre aucune donnée technique sur l'impact économique, social et écologique du projet et sans manipuler ou déformer l'analyse de son utilité économique et sociale. Il conviendra d'examiner toutes les possibilités sans écarter l'option "Zéro". Tant que cette consultation populaire, sérieuse et complète n'aura pas été garantie, la réalisation du projet doit être suspendue dans l'attente des résultats, qui doivent être en mesure de garantir les droits fondamentaux des citoyens.

Recommande à l'État français, dans le cas de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, de présenter une étude documentée sur l'opportunité et la nécessité du projet et sur ses conséquences sociales, économiques, écologiques, et de suspendre la réalisation du projet.

Recommande au Gouvernement italien de revoir la Loi Objectif de Décembre 2001, qui exclut totalement les collectivités locales des procès décisionnels liés au projet, ainsi que le Décret Déverrouiller l'Italie de Septembre 2014 qui officialise le principe selon lequel il n'est pas nécessaire de consulter les populations concernées dans la prise de décision dans les projets qui transforment le territoire.

Le contrôle militaire du territoire dans la zone du projet de la Vallée de Susa est un usage disproportionné de la force. Dans un Etat démocratique en temps de paix, l'armée ne peut pas intervenir dans les affaires intérieures, de restreindre les droits des citoyens garantis par la Constitution, par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par la Convention européenne des droits de l'homme.

Recommande au gouvernement italien de suspendre l'occupation militaire de la zone *du Val de Suse*.

L'État doit également s'abstenir de criminaliser le mouvement de contestation citoyen justifié par l'absence de concertation et protégé par la Constitution et par de nombreux instruments internationaux ratifiés par l'Italie. **Le TPP recommande** à l'État de ne pas entraver l'expression de la contestation sociale.

Demande à la Surintendance pour les biens archéologiques du Piémont d'inspecter le site archéologique de La Maddalena afin de vérifier les dommages causés par des moyens militaires, selon les témoignages recueillis sur le site aussi par la Cour, afin de prendre les mesures nécessaires de sauvegarde et de la nécessaire restauration.

Demande aux institutions européennes compétentes, Commission européenne et Commission des pétitions du Parlement européen, d'examiner avec tout le sérieux nécessaire et d'un œil critique les projets présentés par les entreprises concessionnaires et les États, en prenant en considération l'intérêt réel des communautés touchées et des populations en général.

Recommande aux gouvernements de n'envisager la réalisation des grands projets qu'au terme de procédures techniques participatives sérieuses et efficaces qui démontrent la réelle nécessité de remplacer ou de compléter des infrastructures existantes, et à condition que l'impossibilité d'effectuer des améliorations significatives ait été établi. **De donner la priorité**, plutôt qu'aux grands projets, aux programmes vastes et efficaces qui concernent les services et les travaux d'intérêt vital et quotidien de la vie des citoyens, tels que les travaux de contraste aux phénomènes hydrologiques et hydrogéologique et les situations de dégradation et de manque d'entretien des immeubles et de transport d'intérêt public.

Le Tribunal recommande aux mouvements sociaux, aux associations et aux comités qui luttent ou pourraient lutter contre les violations des obligations énoncées ci-dessus en matière de grands projets, sur l'exemple de la stratégie pacifiquement adoptée en Val de Susa, d'exercer avec toute la vigueur nécessaire leur droits, de réclamer aux États et autres sujets tenus d'assurer la participation du public aux procédures de délibération des grands projets la mise en place des dites procédures dès le départ et tout au long des délibérations, comme stipulé par la Convention de Aarhus ; ainsi que d'actionner tous les leviers légitimes pour les y contraindre en cas de manquement aux dites obligations, en particulier le recours au Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention de Aarhus.

Enfin, les États ont le devoir constitutionnel de protéger les droits de leurs citoyens. Ils doivent par conséquent assurer cette protection contre les lobbies économiques et financiers nationaux ou transnationaux en examinant chaque projet selon les critères définis par les différents traités internationaux, en particulier la Convention de Aarhus du 25 juin 1998 qui prévoit une information juste et efficace, la participation effective des citoyens tout au long du processus de décision et l'obligation pour les institutions compétentes de prendre en compte de manière appropriée les résultats de la participation des citoyens.

COMPOSITION DU JURY

Président:

Philippe Texier (France)

Magistrat honoraire de la Cour suprême de Cassation, française, ancien membre et Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies

Composants:

Umberto Allegretti (Italie)

Juriste, ancien professeur de droit constitutionnel à l'Université de Florence, ancien directeur de la "Démocratie et droit", érudit de la démocratie participative

Perfecto Andrés Ibáñez (Espagne)

Magistrat de la Cour suprême espagnole et Directeur de la revue "Jueces para la Democracia"

Mireille Fanon Mendes France (France)

Présidente de la Fondation Frantz-Fanon et membre du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine dans le Conseil des droits de l'homme des Nations unies

Sara Larrain (Chili)

Ecologiste et politique chilienne, directrice du Programme Chili Sustentable depuis 1997

Dora Lucy Arias (Colombie)

Avocate, membre du Conseil d'administration du Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo

Pigrau Antoni Solé (Espagne)

Professeur de droit international public à l'Université Rovira y Virgili de Tarragone, directeur du Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragone

Roberto Schiattarella (Italie)

Économiste, professeur d'économie à l'Université de Camerino

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Gianni Tognoni (Italie)

Simona Fraudataro (Italie)

Annexe 1

TRIBUNALE PERMANENTE DEI POPOLI

**DIRITTI FONDAMENTALI, PARTECIPAZIONE
DELLE COMUNITÀ LOCALI E GRANDI OPERE
(Dal Tav alla realtà globale)**

Torino, Almese, 5-8 novembre 2015

PROGRAMMA

**giovedì 5 novembre
Torino - Fabbrica delle "E"**

ore 9.00

APERTURA DELLA SESSIONE

Gianni Tognoni
(segretario generale del Tribunale)

ore 9.15

Esposizione atto d'accusa

Livio Pepino
(Controsservatorio Valsusa)

ore 9.30 - 19.00

IL TAV IN VAL SUSA E LA PARTECIPAZIONE NEGATA

1. La situazione della Valsusa in generale

Rapporteur Ezio Bertok (Controsservatorio Valsusa)
Assunzione testimoni e proiezione filmati

2. La partecipazione negata: manipolazione dei dati e delle previsioni

Rapporteur Angelo Tartaglia (professore Politecnico di Torino, componente Commissione tecnica Comunità montana Val Susa e Val Sangone)
Assunzione testimoni e consulenti

3. L'esclusione dei cittadini e delle istituzioni dai processi decisionali

Rapporteur Luca Giunti (naturalista, componente Commissione tecnica Comunità montana Val Susa e Val Sangone)
Assunzione testimoni

4. La sostituzione del confronto con la repressione

Rapporteur Paolo Mattone (Controsservatorio Valsusa)
Assunzione testimoni e proiezione filmati

ore 13.15-14.30

colazione di lavoro

* * * *

**venerdì 6 novembre
Torino - Fabbrica delle "E"**

ore 9.00 - 19.00

GRANDI OPERE E LESIONI DEI DIRITTI FONDAMENTALI NEL MONDO

1. La situazione italiana (in particolare: Ponte di Messina, Autostrada Orte-Mestre, Trivellazioni, Stazione ferroviaria Firenze, Rigassificatore Livorno)

Rapporteur Tiziano Cardosi (Forum contro le grandi opere inutili e imposte)

obiettivo su:

Mose a Venezia (*Armando Danella e Cristiano Gasparetto*)

Muos a Nisce mi (*Sebastiano Papandrea*)

2. La situazione europea (in particolare: HS2, LGV/TAV Paesi Baschi, Stuttgart 21, miniera d'oro di Rosia Montana)

Rapporteuse Sabine Bräutigam (Forum contro le grandi opere inutili e imposte)

obiettivo su:

Aeroporto di Notre dame de Landes (*Geneviève Coiffard-Grosdoy, Françoise Verchère, Thomas Dubreuil*)

La procedura del débat public in Francia (*Daniel Ibanez*)

3. La situazione dell'America Latina

Rapporteur

Andrés Barreda (Facoltà di economia, Universidad Nacional Autónoma de México)

ore 13.15-14.30

colazione di lavoro

* * * * *

sabato 7 novembre

Torino - Fabbrica delle "E"

ore 9.00 - 11.00

Spazio per deduzioni e difese dei destinatari dell'atto di accusa

ore 11.00 - 12.30

REQUISITORIE FINALI

Livio Pepino

(Controsservatorio Valsusa)

ore 12.30

Conclusione della sessione pubblica

ritiro del Tribunale in camera di consiglio
per la decisione

* * * * *

domenica 8 novembre

Almese - Teatro Magnetto

ore 16.00

LETTURA DEL

DISPOSITIVO DELLA SENTENZA

Annexe 2

Acte d'accusation Livio Pepino

1. Je commence, dûment, avec une salutation et un remerciement au Tribunal permanent des peuples pour être ici, aujourd'hui, en réponse à la pétition déposée en avril dernier par le Contre-observatoire Valsusa et par les gérants du Val. Dans cette pétition nous avons demandé au Tribunal deux choses. Avant tout de vérifier « que dans l'affaire de la conception et construction de la nouvelle ligne ferroviaire Tourin-Lyon il y a eu des violations graves et systématiques des droits fondamentales de la communauté du Val de Suse ». Et puis, de dire que la question que nous avons posée ne concerne pas seulement une petite vallée alpine, mais ce n'est que la pointe de l'iceberg d'une situation générale dans laquelle « les choix relatifs à la vie et au futur d'entières communautés sont soustraites – même au cœur de l'Europe – aux populations intéressées et qui se sont faites charge de grands pouvoirs économiques et financiers : une situation où la violation des droits fondamentaux des personnes et des peuples se passe de façon moins *brutale* de ce qui s'est produit en d'autres affaires examinées par le Tribunal, mais qui représente la nouvelle frontière des droits, devant des attaques qui mettent en danger l'équilibre même (écologique et démocratique) de la planète. Nous exposeront dans la suite de cette session, nos raisons, et les soutiendront par des documents, des témoignages, des films, des contes. Nous vous démontreront avec les mots de ceux qui, depuis plus de 25 ans, attendent d'avoir la possibilité de parler même dans des sièges institutionnels et qu'aujourd'hui sont ici – arrivés en masse du Val de Suse et non seulement – pour dire que finalement c'est une belle journée. Aujourd'hui, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la session du Tribunal, je me limite à les résumer.
2. Depuis toujours la défense des droits fondamentaux a vu, à côté et à soutien de la mobilisation des populations intéressées (qui en est et en reste la présence fondamentale), l'engagement des particuliers et des institutions. Même sur le côté judiciaire ou (comme dans ce cas) sur les côtés en quelque sorte assimilables. Jadis, à l'époque romaine, il était possible pour un citoyen individuel (d'autant plus pour un groupe de citoyens) d'agir en justice contre le gouvernement en protégeant l'intérêt général. Et cela aujourd'hui est prévu, avec une extension différente, dans les Constitutions du Brésil, de la Bolivie, de la Colombie. Non en Italie, où une jurisprudence administrative formaliste et anachronique continue à estimer non légitime à agir le citoyen qui n'a pas un intérêt personnel de type économique. Non en Europe, malgré les ouvertures prudentes de la Cour des droits de l'homme. Non dans le scénario des organismes internationaux, supposé que la Cour pénale internationale a voire exclu de sa compétence les crimes économiques. Pour cela, nous – et avec nous les communautés de Notre Dame des Landes, de Londres, de Birmingham et Manchester, de Rosia Montana et Corna en Roumanie, de Venise, de Florence, de la Basilicate de Niscemi et de beaucoup d'endroits d'Italie, d'Europe et du monde, nous nous sommes adressés au TPP pour avoir une réponse à notre demande de justice, restée lettre morte.
3. Nous savons que le jugement du Tribunal sera limité aux profils concernant la démocratie et la participation des citoyens aux choix qui les intéressent. Nous nous en tiendront, en continuant à faire valoir – ailleurs – ainsi que nous le faisons depuis 25 ans – des autres bonnes raisons que nous avons. Mais il est nécessaire une référence générale à la situation du Val de Suse, notamment afin qu'il soit clair à tous de ce que nous parlons, et quels sont les droits, les biens, les attentes sur les quelles nous demandons de nous pouvoir exprimer et de recevoir des réponses. La proposition d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Tourin et Lyon naît à la fin du XX^{ème} siècle. La prévision initiale d'une ligne à grande vitesse pour les passagers, au fil du temps a été transformée en celle d'une ligne destinée même au transport des marchandises (étant donné la chute verticale de la demande de transport des personnes). Le projet actuel prévoit une ligne de 270 km dont 144 en territoire français, 58 de tunnel transfrontalier et autres 68 en territoire italien, influentes sur la partie moyenne et la partie basse du Val de Suse. Dès la présentation du premier projet, dans le Val il s'est développé une forte opposition avec l'entraînement de la population, des gérants locaux, des experts de plusieurs disciplines, qui ont mis

en évidence beaucoup des aspects critiques. Les raisons de l'opposition concernaient et concernent la protection de l'environnement et de la santé de la population (en étant, entre autre, la montagne a creuser riche en amiante et uranium), l'inutilité de la nouvelle ligne (en étant celle historique utilisée seulement à 20 pour cent de ses potentialités), le gaspillage de ressources en une période de crise économique très grave (en ayant supposé que dix mètres de TGV coûtent plus d'un million et demi d'euro) et surtout, aux fins qu'ici on relève, (le caractère autoritaire de la décision de construire l'ouvrage, arrivée en dépassant la population et les institutions locales. Autour de ces contenus et ces revendications, au fil du temps il s'est structuré un mouvement d'opposition désormais connu, même au niveau national et international, profondément enraciné dans le territoire et capable de manifestations avec des dizaines de milliers de personnes. Donc, ce mouvement, dans toutes ses articulations (même celles institutionnelles) a été systématiquement exclus de toute décision. Exactement comme il s'est produit pour faire référence aux sessions précédentes du Tribunal, en Amazonie et au Tibet, au Guatemala et au Canada, et en plusieurs d'autres régions du globe. Juste comme il est en train de se passer en plusieurs localités de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne, de la Roumanie et de l'Italie (pour se limiter aux réalités impliquées dans la session actuelle).

Cette exclusion s'est manifestée en Val de Suse surtout en trois façons :

- a) L'absence de procédures d'information, consultation et comparaison (ou par l'adoption de procédures de consultation purement plausibles) ;
- b) La diffusion des données fausses et des prévisions dépourvues de toutes séries de bases scientifiques pour influencer et conditionner l'opinion publique et les décideurs politiques ;
- c) L'absence d'une réponse et des demandes, d'appels, de sollicitations et de requêtes des institutions et de nombreux techniciens et avec la tentative parallèle de transformer le problème TGV en une question d'ordre public.

4. Depuis 1989, il n'a eu aucune véritable procédure de consultation, d'entraînement et de concertation, malgré cela soit expressément prévu par la Convention de Aarhus de 1988 et surtout soit l'ABC de la démocratie (qu'il est une participation ou non). Les formes ont changées mais pas le contenu :
 - Au début et jusqu'à la fin de 2001 (période dans laquelle il est intervenu, entre autre, l'accord intergouvernemental Italie-France du 29 janvier 2001) l'existence même des communautés locales a été ignorée. Personne ne s'est pas préoccupé de les informer et de les entendre, et on n'a même pas activé les consultations de façade, comme celles prévues par la procédure de la *Commission nationale du débat public* français ou par la loi n. 69/2007 de la Région Toscane. Rien ;
 - Puis, à la fin du mois de décembre 2001, on a créé la loi cible avec laquelle la situation précédente de facto, est devenue une règle juridique. Les administrations locales ont été totalement exclues de l'iter décisionnel des ouvrages estimés importants au Président du Conseil (et au Comité interministériel pour la programmation économique). Celle que jusque-là avait été une conclusion de facto, est devenue même une exclusion de droit ;
 - Entre décembre 2005 et décembre 2006, il semblait qu'il y avait un changement de direction, mais bientôt il a été clair qu'il s'agissait du système « gattopardesco » de « tout changer parce que cela ne changerait rien ». Il en parlera Sandro Plano qui a été le protagoniste de celle saison. Je me limite à une remarque : la décision gouvernementale – imposée par les grandes manifestations de décembre 2005 – de ramener la ligne Tourin-Lyon dans le cadre de la « procédure ordinaire » et instituer un Observatoire pour « réaliser une comparaison parmi les requêtes concernées et analyser les criticités de l'ouvrage et les solutions à soumettre aux décideurs politico-institutionnels » a été, en fait, une tromperie pour freiner la conflictualité en Val. En effet, l'Observatoire s'est révélé imperméable à chaque discussion réelle sur l'opportunité effective de l'ouvrage, jusqu'à quand en 2010, même le masque est tombé et le Gouvernement a décidé de « recentrer les représentations locales au cœur de l'Observatoire », en n'y admettant « uniquement les Communes qui déclarent expressément leur volonté de participer à la meilleure réalisation de l'ouvrage ».
 - L'opérativité renouvelée de la loi cible et la prise, pour la part du président de l'Observatoire, de la charge parallèle de chef de la délégation italienne de la Conférence intergouvernementale Italie-France pour la réalisation de l'ouvrage, ont été la confirmation définitive de l'éviction totale des communautés locales des décisions.

5. Mais cette éviction s'est réalisée même par la diffusion des données fausses et des prévisions sans aucune base scientifique sérieuse pour influencer et conditionner l'opinion publique et les décideurs politiques. Nous vous fournirons une preuve suffisante de cela dans la suite de la session, mais dès maintenant il faut souligner comment toute la stratégie d'information des promoteurs de l'ouvrage a été finalisée à démontrer la saturation imminente de la ligne historique qui, au contraire, actuellement n'est utilisée qu'à 20 pour cent de ses potentialités, et l'augmentation prévisible des trafics sur la directrice en question (refusée par les prévisions les plus fiables et surtout par les vérifications *qui ont eu lieu medio tempore* qui ont vu une diminution du trafic).
Tout cela n'a pas été et n'est pas accidentel mais répond à un dessin précis. L'accord Italie-France du 29 janvier 2001, qui reste à présent l'acte fondamental relatif à la Tourin-Lyon, en effet, subordonne la réalisation de la nouvelle ligne à la saturation de la ligne historique, et cela a été confirmé dans le débat parlementaire qui a précédé la ratification de l'Accord pour la part du Parlement français, où l'on a expressément constaté que « la saturation de la ligne existante représente la pré-condition indispensable ».
Donc, la diffusion, à soutien de la décision de réaliser l'ouvrage, de données fausses et aérées et des prévisions scientifiquement peu fiables, acceptées et amplifiées par les médias les plus importants (dans les conseils d'administration desquels résident dans beaucoup de cas, des exposants de groupes intéressés à l'ouvrage) a exproprié les citoyens du droit de communiquer, a réalisé une lésion macroscopique du droit à l'information et a révélé un mélange d'intérêts de décideurs politiques et opérateurs économiques et financiers, qui compromet à la base une démocratie substantielle.
6. La communauté du Val de Suse, expulsée des lieux des décisions et dépourvue d'une information fiable, ses organes locaux, ses techniciens et ses intellectuels qui sont de près de lui, ont engendré des dizaines de requêtes, d'appels, de propositions, de dénonciations sur des profils d'illégitimité de l'ouvrage dans tous les sièges institutionnels italiens et européens sans jamais obtenir une comparaison à cet égard et, d'autant plus, sans jamais recevoir une réponse aux arguments et aux critiques envisagées. Ou mieux, il a eu voire un refus affecté des institutions gouvernementales et des sociétés chargées de la réalisation de l'ouvrage, de donner une réponse aux questions, aux objections, aux critiques du Mouvement No TGV et des experts (excepté le Gouvernement Monti que le 9 mars 2012, a publié sur son propre site institutionnel, les raisons en faveur de l'ouvrage résumées en 14 points, en ouvrant de cette façon, une comparaison d'ailleurs interrompu après les contre-déductions des techniciens de la communauté du Val de Suse).
Non seulement mais, dans le but de conditionner ultérieurement l'opinion publique nationale, dont le consentement aux égards des revendications No TGV, malgré tout, continue à augmenter, jusqu'à arriver – selon la dernière enquête d'opinion connue réalisée, par l'ISPO de Mannheim en 2012 pour le Corriere della Sera – 44 pour cent des italiens, il s'est ouvert une nouvelle phase : celle de la transformation du mouvement en ennemi public. Ainsi on a adopté (en 2011 et en 2013) des lois avec lesquelles le chantier de la Maddalena a été transformé en « site d'intérêt stratégique » et le territoire du Val a été littéralement militarisé, voire en recourant aux forces armées, engagées déjà en des missions de guerre à l'étranger. Avec tout ce qui en est suivi en termes de dure répression judiciaire (avec des nouvelles procédures pénales à la charge de plus de mille militants), selon un schéma bien connu dans l'affaire politique, critiqué enfin par la Cour interaméricaine des droits de l'homme, dans l'arrêt du 29 mai 2014 (concernant des exposants du peuple Mapuche contre l'État du Chili), puisque visé à faire peur aux autres membres de la communauté impliqués en activités de protestation sociale et revendication de leurs droits territoriaux ou qui éventuellement veulent y participer ».
7. La situation qui s'est déterminée en Val de Suse fait retourner – ainsi qu'on la déjà dit – des questions générales de videment de la démocratie et de violation des droits fondamentaux toujours plus diffusées dans chaque partie du globe et qui font déjà l'objet d'étude pour la part du Tribunal. Il s'agit de questions convergentes en définissant la centralité – dans l'époque contemporaine – de l'économie prétendue (et pour elle, des décideurs politiques, des entreprises, de grands groupes financiers) d'être libre de contraintes, y compris le respect des droits fondamentaux des personnes et des peuples réels.

L'exclusion systématique de la population locale et des institutions territoriales des choix qui la concernent doit se confronter avec les règles et les principes minimaux de la démocratie. Quand on arrive à déclarer les chantiers tels que « sites d'intérêt national », en les assimilant à des installations militaires et en les défendant avec les soldats – l'armée en temps de paix ! » Les citoyens se sentent trompés de leurs droits et se convainquent que l'État a déclaré la guerre. Ni cela peut trouver une justification dans un *pouvoir de majorité* prétendu auquel la minorité devrait dans tous les cas se soumettre en vertu de l'intérêt général. Parce que, pour reprendre les enseignements d'un constitutionnaliste illustre tel que « Gustavo Zagrebelsky » :

« Aucune votation, en démocratie (sauf celles concernant les règles constitutives ou constitutionnelles de la démocratie même) ferme définitivement un match. (...) La maxime : *vox populi, vox dei*, n'est que la légitimation de la violence que la majorité exerce sur les moins nombreux. Elle n'est démocratique qu'à l'apparence, puisque elle nie la liberté de ce qui est minorité, dont son opinion mériterait d'être écrasée pour ne plus se redresser. À la limite cette-ci serait la démocratie absolutiste ou terroriste, pas une démocratie basée sur la liberté de tous ».

8. Que participer aux décisions qui concernent son propre habitat, sa propre vie et sa propre santé et celles des générations futures soit un droit fondamental d'une communauté, il résulte en manière évidente par la « Déclaration universelle des droits humains », approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948. Dans cette Déclaration, attendu que « il est indispensable que les droits humains soient protégés par des normes juridiques, si l'on veut éviter que l'homme est forcé à recourir, comme dernière instance, la rébellion », l'on affirme expressément – entre autre – que « chaque individu a le droit à une possibilité effective de recours aux tribunaux compétents contre les actes qui violent les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi » (article 8) et que « chaque individu a le droit de participer au gouvernement de son propre Pays, autant directement, qu'au moyen des représentants librement choisis ». (art. 21, point 1).
Celles qu'on a mentionné jusqu'ici sont les violations que le Tribunal des peuples a bien reconnu, par exemple, dans l'arrêt du 23 juillet 2008 relatif aux « Politiques des transnationales en Colombie », dans un passage qui semble écrit pour le Val de Susa et pour l'Europe, là où il définit le « droit de participer » tel que

le droit des femmes et des hommes à être consultés dans le but d'obtenir le consentement libre, préalable et informé avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives ou administratives qui les endommagent, avant d'adopter tout projet qui compromette leurs terres ou territoires ou d'autres ressources, en particulier en ce qui concerne le développement, l'usage et l'exploitation des ressources minérales, hydriques et d'un autre type, et avant d'utiliser leurs terres ou territoires pour des opérations militaires.

9. Il est à la lumière de tout cela que nous soumettons au Tribunal des peuples notre demande de justice. Les grands ouvrages et les pratiques qui les accompagnent, en Val de Susa et dans le monde, n'épuisent pas leurs effets dans la construction d'un méga-pont ou dans le tunnel d'une montagne ou dans l'abattage d'une forêt, mais ils exercent une influence – ainsi que l'expérience de ces années enseigne – sur les mécanismes totaux du fonctionnement des institutions et de la démocratie même.
Aux TPP nous demandons de dire, qu'au-delà du colonialisme classique exercé sur les Pays loin de l'Europe, il y a – et le terme ne vous semble pas excessif - un colonialisme interne à l'Europe qui mortifie les personnes et leurs droits, en traçant des lignes ferroviaires et des grands ouvrages, ainsi qu'autrefois on traçait avec une ligne sur la carte géographique les confins de nouveaux États. Aux TPP nous demandons, avec beaucoup de respect mais avec la même détermination, de restituer aux communautés violées, la conviction que la participation et la démocratie peuvent être des réalisées, et non seulement des mots utilisés comme un instrument pour couvrir l'exploitation des personnes et des peuples pour la part des plus forts.
Nous donneront au Tribunal notre collaboration la plus étroite. Nous nous souhaitons que les promoteurs de l'ouvrage acceptent l'audition contradictoire, celle audition que nous a été refusée. Autres – pas nous – craignent la comparaison.
Avec ces souhaits, avec ces engagements et ces espoirs, nous donnons notre contribution à l'ouverture de la session du Tribunal.

Annexe 3
TRIBUNALE PERMANENTE DEI POPOLI

Requisitorie finali

Livio Pepino

1. Presidente, giudici,

compete a me, in rappresentanza dei ricorrenti, tirare le somme di queste due giornate e rivolgere a voi le nostre richieste. Lo faccio – non lo nascondo – con grande emozione. Mi è accaduto spesso, in oltre 40 anni di magistratura, di assumere conclusioni in processi complessi e delicati. Ma oggi è diverso. Perché, mano a mano che procedevano i lavori, è accaduta una cosa inedita: i ricorrenti sono come scomparsi e la scena è stata occupata da un movimento di popolo imponente che, con forza e determinazione, ha chiesto giustizia. Si tratta di un movimento di cui la comunità della Val Susa è, in qualche modo, esponenziale. Di un movimento che dalla fine del secondo millennio si aggira per l'Italia e per l'Europa (come è emerso in maniera articolata nella giornata di ieri) sull'onda di quanto, da oltre un secolo, accade nei paesi del Sud del mondo, in Africa, in Asia, in America latina, con decine di lotte in difesa del territorio e dei diritti dei popoli (come sta scritto in numerose vostre sentenze, a partire dalla prima, dell'11 novembre 1979 sul Sahara Occidentale e poi in quelle su Timor Est, sull'Amazzonia brasiliana, sulla Colombia e via elencando sino alla più recente, pronunciata appena un anno fa, su «libero commercio, violenza, impunità e diritti dei popoli in Messico»). Quel movimento è stato il protagonista di queste giornate.

In questi giorni avete toccato con mano uno scorcio di realtà illuminante. Avete visto volti e sentito voci di donne e di uomini informati, responsabili, determinati: i ragazzi di Bussoleno (che vi hanno parlato delle loro motivazioni e anche delle paure che le lobby del TAV cercano di suscitare), i pensionati di Borgone (che, da dieci anni, ogni giorno che Dio manda in terra abitano il loro presidio in difesa del territorio della Valle), l'assessora di Chiomonte (che, pur inizialmente favorevole al TAV, si dimette in lacrime di fronte alla devastazione della Maddalena), i professori del Politecnico (che da decenni gridano nel deserto delle istituzioni e della politica la follia di quest'opera), Emilio, il pescivendolo di Bussoleno (che – come vi ha detto con orgoglio – non aveva mai visto un giudice prima di cominciare ad occuparsi di TAV e che chiede per sua figlia la salute che lui e sua moglie hanno perduto), Luca (che non parla di sé e della sua caduta dal traliccio ma del futuro della terra e delle montagne) e molti altri ancora. Non avete visto e ascoltato dei luddisti irragionevoli, degli Asterix e degli Obelix fuori dal tempo e dalla storia e tantomeno dei pericolosi terroristi (come pure sono stati presentati e trattati). Lo so bene: tutto questo non significa ancora che quel movimento, quegli uomini e quelle donne, abbiano ragione. Ma significa che meritano rispetto, attenzione, ascolto: tutte cose che in questi anni sono state loro negate dalle istituzioni e dalla lobby delle grandi opere (una lobby economica, politica, informativa che domina questa regione e questo Paese solo scalfita, qualche volta, da indagini e arresti per corruzione e malaffare).

Avete visto e sentito, in questi giorni, pezzi di realtà. Non le rappresentazioni deformate dei media, della politica che conta, di pezzi della magistratura. Non i meravigliosi scenari di carta patinata e i video propagandistici; non le mirabolanti descrizioni di giornali appartenenti a società nei cui consigli di amministrazione siedono i proponenti e gli aspiranti costruttori dell'opera; non gli spot elettorali di ministri che, come emerso da alcune intercettazioni telefoniche, non distinguono un'autostrada da una ferrovia e di sindaci che confondono Kiev (stazione finale prevista del corridoio ferroviario in cui è inserita la Torino-Lione) con Mosca o con Pechino. A fronte di queste corazzate mediatiche e pubblicitarie il movimento di opposizione sembra un piccolo Davide impegnato in una lotta impari contro Golia. Ma la partita è aperta. E il movimento No TAV è determinato a vincerla, continuando ostinatamente a condurla con gli strumenti della politica, della parola, degli argomenti, della ragione. Anche per questo ci siamo rivolti a voi, a un tribunale internazionale e indipendente, consapevoli che questa è solo una tappa, ma convinti che sia una tappa importante per la Val Susa e per tutte le comunità che versano in situazioni analoghe.

2. Nel dichiarare l'ammissibilità del nostro ricorso, il 20 settembre 2014, la presidenza del Tribunale ha precisato l'oggetto e i limiti di questo giudizio che riguarda – per usare le vostre parole – «l'effettività delle procedure di consultazione delle popolazioni coinvolte e la loro incidenza sul processo democratico», in un contesto in cui si diffondono le «situazioni – più volte rilevate anche in sessioni del TPP – che mettono in discussione e in pericolo l'effettività e il senso delle consultazioni e la pari dignità di tutte le varie componenti delle popolazioni interessate».

Di questo, dunque, ci siamo occupati prevalentemente in questi giorni: di diritti delle persone e delle comunità e di partecipazione. Di democrazia potremmo dire, se il termine non fosse sempre più spesso

utilizzato a copertura di scelte che vanno in direzione opposta e di regimi che tutto sono meno che democratici. Ci siamo occupati, più nello specifico, del rapporto tra diritti fondamentali e modalità (e limiti) delle decisioni politiche ed economiche quando queste hanno per oggetto opere che incidono in maniera irreversibile sull'ambiente, sulla economia, sulla salute di decine di migliaia di persone. Come sono le grandi opere di cui abbiamo parlato in questi giorni: il TAV in Val Susa (ma anche a Firenze, nel Regno Unito e nei Paesi Baschi), le dighe del Mose a Venezia, il ponte di Messina (incredibilmente ritornato di attualità in questi giorni), l'aeroporto di Notre Dame des Landes in Francia e molte altre. Opere a cui abbiamo affiancato altri interventi di devastazione ambientale che seguono la stessa logica, come la miniera d'oro a cielo aperto di Rosia Montana in Romania (le cui immagini sinistre ci ricordano quelle di miniere simili nel Perù e nel Cile), le trivellazioni alla ricerca di gas e petrolio in diverse regioni d'Italia, lo sfruttamento intensivo delle cave di marmo nelle Alpi Apuane, il Muos a Niscemi.

Siamo partiti dal TAV in Val Susa: un'opera ciclopica devastante (il cantiere che alcuni di voi hanno visto mercoledì scorso riguarda solo una galleria propedeutica ed è, dunque, una piccola anticipazione di quanto si vorrebbe fare...), di grande impatto ambientale, di conclamata inutilità trasportistica, insostenibile in termini di spesa pubblica. E, contemporaneamente, un'opera – sta qui il primo punto di questa sessione – decisa in modo autoritario, con la esclusione sistematica di ogni confronto reale con la comunità territoriale.

Esattamente – ed è questo un secondo snodo della sessione – come accaduto in tutte le grandi opere in corso di progettazione o costruzione esaminate in questi giorni. Ed esattamente come accertato – è il terzo passaggio da sottolineare – in precedenti sessioni di codesto Tribunale come quelle relative alla Amazzonia al Guatemala e al Canada e in innumerevoli altre regioni del globo.

Ciò rinvia a un sistema che si ripete con sostanziale identità per tutte le grandi opere inutili e che si articola in tre fasi fondamentali:

a) la sistematica estromissione delle popolazioni interessate dalle decisioni e dal controllo sull'iter dell'opera, realizzata escludendo, di fatto e/o mediante provvedimenti legislativi e amministrativi *ad hoc*, ogni procedura di informazione, consultazione e confronto e/o adottando procedure di consultazione puramente apparenti e/o disattendendo le consultazioni effettuate;

b) il condizionamento e lo sviamento delle valutazioni delle comunità interessate, dell'opinione pubblica e talora degli stessi decisori politici mediante la manipolazione dei dati relativi all'utilità e all'impatto delle opere, nonché l'elaborazione al riguardo e la conseguente diffusione di dati inveritieri e di previsioni prive di ogni seria base scientifica (amplificati in modo martellante da organi di stampa spesso controllati da soggetti interessati all'opera);

c) la permanente e totale impermeabilità a richieste, appelli, sollecitazioni ed esposti di istituzioni territoriali, comitati di cittadini, tecnici e intellettuali e la parallela gestione della protesta e dell'opposizione come problemi di ordine pubblico demandati, talora anche grazie ad appositi provvedimenti legislativi, al controllo militare del territorio e all'intervento massiccio degli apparati repressivi (con significative limitazioni di diritti dei cittadini costituzionalmente garantiti).

3. Nell'impossibilità di ripercorrere il modo in cui questo sistema si è atteggiato nelle singole vicende esaminate in questi giorni, mi limiterò all'esame di come ciò è accaduto in Val Susa (con qualche *flash* sulle altre situazioni).

Comincio dalla mancanza di vere procedure di consultazione, di coinvolgimento e di concertazione. Procedure – merita ricordarlo – che sono oggi previste in modo esplicito da specifiche fonti normative internazionali, a partire dalla Convenzione di Aarhus del 25 giugno 1998 (ricordata ieri con grande efficacia da Tiziano Cardosi e da Sabine Bräutigam) secondo cui «quando viene avviato un processo decisionale che interessi l'ambiente, il pubblico interessato è informato in modo adeguato, efficace e a tempo debito, fin dall'inizio» in modo che «si prepari e partecipi effettivamente ai lavori durante tutto il processo decisionale». Ma, prima ancora, procedure che costituiscono l'ABC della democrazia (la quale o è partecipazione o, semplicemente, non è).

Ebbene, in Val Susa è avvenuto questo:

a) dai primi anni Novanta sino alla fine del 2001 (periodo cruciale, in cui è intervenuto l'accordo intergovernativo Italia-Francia del 29 gennaio 2001 che costituisce la base normativa dell'opera) è stata ignorata la stessa esistenza delle comunità locali. Nessuno si è preoccupato di informarle e di sentirle (come hanno analiticamente documentato, tra gli altri, Ezio Bertok, Claudio Giorno, Gianfranco Chiochia);

b) poi, a fine dicembre 2001, è intervenuta la cosiddetta legge obiettivo (tuttora in vigore), con la quale la precedente situazione di fatto è diventata regola giuridica. Con essa – come è stato illustrato da Luca Giunti e da Massimo Bongiovanni – le amministrazioni locali sono state totalmente escluse dall'iter decisionale delle opere ritenute strategiche per il Paese, con attribuzione di ogni decisione di rilievo al Presidente del Consiglio (e al Comitato interministeriale per la programmazione economica). Si è così stabilito per legge che, per il TAV (e per le opere consimili), la partecipazione e il controllo delle comunità interessate sono una

inutile perdita di tempo! Superfluo dire che il principio ha fatto scuola tanto che – come documentato ancora dall'avvocato Bongiovanni – nel breve periodo in cui il TAV è uscito dalla procedura della legge obiettivo, si è continuato, in concreto, ad agire come se nulla fosse cambiato...;

c) nel 2006 è stato fatto balenare un cambiamento di rotta in senso partecipativo. Alcune grandi manifestazioni popolari hanno imposto al Governo di centro sinistra, seguito nel maggio 2006 al Governo Berlusconi, l'istituzione un Osservatorio per «realizzare un confronto tra le istanze interessate e analizzare le criticità dell'opera e le soluzioni da sottoporre ai decisori politico-istituzionali». Ma presto è stato chiaro che si trattava del sistema gattopardesco di «cambiare tutto perché non cambiasse nulla». Ne hanno parlato qui i sindaci e i tecnici che hanno partecipato alla prima fase dei lavori dell'Osservatorio o che con esso hanno, nel tempo, interloquito (Sandro Plano, Loredana Bellone, Angelo Tartaglia, Luca Giunti). Io mi limito a tre rilievi riassuntivi perché si tratta di una vicenda assolutamente esemplare:

- l'istituzione dell'Osservatorio è stata, a ben guardare, un inganno per imbrigliare la conflittualità in valle. Infatti esso si è presto mostrato impermeabile a ogni reale discussione sulla opportunità dell'opera fino a quando, nel 2010, è caduta anche la maschera e il Governo ha deciso di «ridefinire le rappresentanze locali in seno all'Osservatorio», ammettendovi «i soli Comuni che dichiarino esplicitamente la volontà di partecipare alla miglior realizzazione dell'opera»;

- nel suo concreto funzionamento l'Osservatorio si è dimostrato un organismo di pura propaganda, spregiudicatamente gestito dal suo presidente, architetto Virano. Lo segnala in modo scolastico la vicenda del cosiddetto accordo di Pra Catinat del giugno 2008, ossessivamente richiamato in Italia e in Europa, sull'onda delle assicurazioni dell'architetto Virano, come prova di coinvolgimento e partecipazione delle istituzioni locali. In realtà non fu un accordo ma un documento sottoscritto dal solo presidente (e confesso che mai, in 40 anni di attività giudiziaria, mi è accaduto di vedere un accordo firmato da una sola delle parti...) in relazione al quale è illuminante il racconto di uno degli amministratori coinvolti, l'allora sindaca di Condove Barbara De Bernardi (che pure era stata tra coloro che avevano dato maggior credito all'Osservatorio), effettuato davanti ad alcuni di voi nella seconda parte della seduta inaugurale di questa sessione, il 14 marzo scorso a Bussoleno (e che potete leggere nel quaderno n. 3 del Controsservatorio):

«Si arriva così al 28 giugno 2008, quando il Presidente dell'Osservatorio convoca una riunione conclusiva a Pra Catinat. Quel pomeriggio ricevo una telefonata da parte di un giornalista di una testata nazionale, che mi chiede una dichiarazione sulla mia firma all'Accordo di Pra Catinat. Cado dalle nuvole. Anche perché mi trovo a 1000 Km di distanza, in Puglia. Ovviamente non ho firmato nulla, né ho delegato qualcuno a farlo al posto mio. Telefono ad alcuni colleghi: anche loro non sono andati a Pra Catinat e anche loro non hanno firmato alcun accordo. Eppure questo è il tenore dei titoli dei giornali del 29 giugno: «Raggiunto l'accordo. Siglata l'intesa sindaci-governo sul tracciato della linea» (così il *Corriere della Sera*). [...]

Chiudo quindi con una domanda, alla quale purtroppo ho già dato risposta: cosa c'è di peggio di uno Stato che non ascolta i cittadini e i loro rappresentanti liberamente e democraticamente eletti? Di peggio c'è uno Stato che mente. Che mente in casa propria e fuori, servendosi di firme mai poste, di accordi mai siglati e di media compiacenti, che anziché cercare la verità si limitano a far da cassa di risonanza a una menzogna. Quasi che una falsità, più volte ripetuta, possa diventare vera. Si è spesso sentito parlare in questi anni della violenza del Movimento No TAV. Chiediamoci, ancora una volta, chi siano in questa storia davvero i «violenti».

- ma, come si dice, il tempo è galantuomo e il senso reale della operazione Osservatorio è stato svelato negli anni: con la assunzione, da parte del suo presidente, dapprima, del parallelo incarico di capo della delegazione italiana della Conferenza intergovernativa Italia-Francia per la realizzazione dell'opera, e poi, senza soluzione di continuità, di quello di direttore della società preposta alla realizzazione dell'opera. Per usare una terminologia calcistica: non c'è mai stato un arbitro neutrale di una partita regolare e onesta, ma solo un giocatore in più di una delle squadre in campo;

d) infine – ed è storia di oggi – la nuova linea ferroviaria Torino-Lione è rientrata sotto la disciplina della legge obiettivo, rinforzata, se possibile, da un nuovo intervento legislativo (il cosiddetto “decreto sblocca Italia” del settembre 2014) che, con il dichiarato scopo di «superare la burocrazia e di ridare slancio all'economia e alla iniziativa privata», ha formalizzato il principio che, con riferimento alle opere medie e grandi di trasformazione del territorio, non c'è alcuna necessità di ascoltare le popolazioni interessate.

Ho parlato fin qui di Val Susa, ma è esattamente la stessa esclusione che ha caratterizzato, per esempio, l'autostrada Orte Mestre (di cui persino i sindaci interessati ignorano l'esistenza) o l'aeroporto di Notre Dame des Landes (sottratto ad ogni procedura di confronto perché la relativa deliberazione era intervenuta 10 giorni prima dell'approvazione della legge sul *débat public*) o, ancora, la linea ferroviaria tra Londra e Birmingham.

4. La seconda costante del “sistema grandi opere” sta – come si è detto – nella elaborazione e nella diffusione di dati inveritieri e di previsioni prive di ogni seria base scientifica per determinare l'accettazione dell'opera da parte delle comunità interessate, dell'opinione pubblica e talora degli stessi decisori politici. È una costante anche in altri campi: basti ricordare lo scandalo Volkswagen al centro della scena in questi giorni (che peraltro, rispetto a quanto è accaduto e accade con riferimento al TAV Torino-Lione, sembra un'opera di maldestri dilettranti).

Nel caso Val Susa il metodo assume una connotazione per così dire “di scuola”. Lo hanno documentato molti: da Tartaglia a Ponti, da Cancelli a Franchino, da Clerico a Tomalino. Non ripeto, dunque, cose dette e illustrate in maniera ben più efficace di quanto potrei fare io. Mi limito a sottolineare che tutte le previsioni fatte con riferimento a scadenze già maturate sono state clamorosamente smentite dai dati reali e a ricordare, quanto alle previsioni, che – come vi ha detto il professor Cancelli – quelle dei proponenti sono fondate su modelli, elaborazioni e grafici così fantasiosi che, se esposti da uno studente del secondo anno di qualunque facoltà scientifica, gli costerebbero l'immediata bocciatura e da aver meritato, in un caso, l'inserimento in rete da parte di studenti della facoltà di fisica con il significativo titolo: “il grafico del cappellaio matto”. E tutto ciò – qui sta il punto fondamentale – non per caso, per superficialità o per ignoranza ma per sostenere la necessità e l'urgenza di un'opera in realtà insostenibile e inutile.

Il fatto è che l'accordo Italia-Francia del 29 gennaio 2001, che resta tuttora l'atto fondamentale relativo alla Torino-Lione, con una inconsueta irruzione di razionalità e di buon senso, ha subordinato la realizzazione della nuova linea alla saturazione di quella storica, e ciò è stato ribadito, per esempio, nel dibattito parlamentare che ha preceduto la ratifica dell'Accordo da parte del Parlamento francese, in cui si è espressamente dato atto che «la saturazione della linea esistente è condizione indispensabile» della costruzione della nuova linea. Orbene, a fronte di ciò, i cosiddetti *errori* di calcolo e l'insostenibilità scientifica delle previsioni diffuse a piene mani dai promotori, dal presidente dell'Osservatorio, da ministri, sindaci e giornalisti *embedded* null'altro sono, in realtà, che prospettazioni inveritiere, consapevolmente dirette a ingannare le comunità locali, l'opinione pubblica, i (pochi) decisori politici nazionali e internazionali in buona fede e a convincerli che la linea storica è prossima a saturazione. E ciò mentre la stessa è attualmente utilizzata solo al 20 per cento delle sue potenzialità e in un contesto in cui i traffici sulla direttrice in questione, lungi dall'aumentare, sono in calo verticale (come confermato dalle rilevazioni intervenute *medio tempore*).

L'effetto è evidente. La diffusione di quei dati e di quelle previsioni, recepiti e amplificati dalla stampa amica (cioè da tutti i più importanti organi di informazione) ha moltiplicato il potere di condizionamento delle grandi lobby economiche e finanziarie, realizzato una lesione macroscopica del diritto all'informazione della comunità locale e nazionale ed espropriato i cittadini del diritto di partecipare e interloquire, minando alla base una democrazia sostanziale.

Anche qui: non vi sembra di sentire lo stesso racconto, gli stessi inganni che avete ascoltato per il Mose di Venezia, o per la stazione di Stoccarda o per la miniera a cielo aperto di Rosja Montana?

5. Si arriva così al terzo elemento fisso dello schema che caratterizza il sistema delle grandi opere: la sostituzione del confronto con lo scontro e la costruzione degli oppositori come nemici della società da isolare, neutralizzare, reprimere.

Espulsa dai luoghi delle decisioni e privata di una informazione attendibile la comunità della Val Susa, i suoi cittadini, i suoi enti locali e i suoi tecnici – affiancati da intellettuali, sindacalisti, uomini della cultura e delle chiese, cittadini di ogni parte d'Italia – hanno prodotto decine di richieste, appelli, proposte, denunce su profili specifici di illegittimità dell'opera in tutte le sedi istituzionali italiane ed europee senza mai ottenere un confronto nel merito e, a maggior ragione, senza mai avere risposta alle critiche e agli argomenti e prospettati (che sono stati ricordati qui, tra gli altri, da Paolo Mattone e Paolo Prieri e che sono documentati nel Q2 del Controsservatorio, inserito nei materiali che sono stati prodotti). In luogo del dialogo c'è stato un ostentato rifiuto delle istituzioni governative e delle società incaricate della realizzazione dell'opera di dare risposta agli interrogativi, alle obiezioni, alle critiche del Movimento No TAV e degli esperti (con la sola eccezione del Governo Monti che, il 9 marzo 2012, ha pubblicato sul proprio sito istituzionale le ragioni a favore dell'opera riassunte in 14 punti, aprendo così un confronto peraltro interrotto dopo le controdeduzioni dei tecnici della comunità valsusina). Neppure prese in considerazione, poi, sono state le richieste di sospendere i lavori e di aprire un tavolo di confronto sulle questioni fondamentali implicate dall'opera con tecnici indipendenti di provenienza extranazionale alle cui conclusioni subordinare il seguito di quei lavori. E ciò anche quando, meno di un anno fa, l'ennesimo scandalo e gli arresti eccellenti che hanno riguardato le grandi opere, hanno portato alla sostituzione del ministro delle infrastrutture, rimasto anch'egli totalmente silente di fronte alle richieste *di merito* provenienti dalla Valle.

Ne avete avuto la riprova, del resto, voi stessi con la mancata risposta che i proponenti dell'opera, le società costruttrici e le istituzioni responsabili delle decisioni politiche hanno opposto all'invito del Tribunale a confrontarsi con noi in questa sede e finanche con il rifiuto, di fatto, della società costruttrice a consentire la visita di una vostra delegazione al cantiere della Maddalena per avere chiarimenti e delucidazioni, in

contraddittorio con tecnici indicati dal Controsservatorio, sull'entità dei lavori, i rischi ambientali e ogni altro profilo di interesse.

Ciononostante il consenso dell'opinione pubblica nazionale nei confronti delle rivendicazioni No TAV ha continuato a crescere sino a toccare nel 2012 – nell'ultima indagine demoscopica nota, realizzata per uno dei più grandi quotidiani italiani, il *Corriere della Sera* – il 44 per cento degli italiani.

Anche per questo si è aperta una nuova fase: quella della trasformazione del movimento in nemico pubblico. Sono state così varate (nel 2011 e nel 2013) due leggi con cui il cantiere della Maddalena è stato trasformato in «sito di interesse strategico» e il territorio della valle è stato letteralmente militarizzato, addirittura facendo ricorso a forze armate già impiegate in missioni di guerra all'estero (come vi hanno illustrato, tra gli altri, Paolo Mattone, Alessandra Algostino, Alberto Perino e Guido Fissore). A ciò ha fatto seguito una repressione giudiziaria durissima che – come ha illustrato qui l'avvocato Novaro e come è documentato nel primo quaderno del Controsservatorio Valsusa prodotto agli atti – ha visto centinaia di processi con oltre mille imputati anche per episodi di estrema modestia, misure cautelari prolungate e reiterate, applicazioni estensive della figura del concorso di persone nel reato, reviviscenza di reati di opinione (con il rinvio a giudizio dello scrittore Erri De Luca per istigazione a delinquere per aver sostenuto, con riferimento ad azioni di taglio delle reti del cantiere di Chiomonte, la liceità del “sabotaggio”) e persino contestazioni di terrorismo (disattese dai giudici di merito e dalla Corte di cassazione, ma fonte, per alcuni giovani, di lunghe carcerazioni in condizioni di isolamento).

Anche questo passaggio sembra coincidere, finanche nelle fotografie degli scontri, nel numero degli arrestati, nei tempi dei processi, nella disparità di trattamento, nelle imputazioni contestate con quanto accaduto a Notre Dame des Landes, a Niscemi, a Stoccarda, nei Paesi baschi, a Rosja Montana e via seguitando. E ciò nell'ambito di uno schema ricorrente (anche al di là delle grandi opere), che irrigidisce gli apparati e limita in maniera crescente i diritti costituzionali dei cittadini. È lo schema del diritto penale del nemico, i cui effetti sono stati descritti e criticati in ultimo dalla Corte interamericana dei diritti dell'uomo, nella sentenza 29 maggio 2014 (concernente esponenti del popolo Mapuche contro lo Stato del Cile), anche perché diretto a provocare «paura in altri membri della comunità coinvolti in attività di protesta sociale e di rivendicazione dei loro diritti territoriali o che intendono eventualmente parteciparvi».

6. Quello che è accaduto e accade in Val Susa è dunque accaduto e accade in situazioni molteplici, con modalità sovrapponibili o, comunque, analoghe.

Siamo, in altri termini, di fronte a un metodo, a un sistema.

Di questo sistema ieri l'altro, in una domanda del presidente è stato chiesto il perché? Per quali ragioni si continua a insistere sulle grandi opere se sono fonte di gravi rischi ambientali e di conclamata inutilità economica? La domanda, assolutamente pertinente, ci porta nel cuore del problema. L'insistenza, apparentemente incomprensibile, sulle grandi opere si spiega con la congiunzione di diversi elementi. Tre su tutti: l'esistenza sottostante di grandi interessi economici e finanziari, la sopravvivenza di una cultura sviluppatista (o di un'idea di sviluppo) tanto anacronistica quanto dura a morire, la disperazione di un sistema politico incapace di dare alla crisi vie di uscita razionali:

a) ieri Tiziano Cardosi ha ricordato l'analisi di Salvatore Settis: «le grandi opere non servono, ma serve farle», come dimostra il fatto che spesso vengono finite anni o addirittura decenni dopo la data prevista o addirittura non vengono proprio finite. Non sembra un paradosso. Non c'è opera di cui si è parlato in questi giorni che non movimenti miliardi di euro. Somme ingenti a preventivo, destinate a moltiplicarsi a consuntivi. Si è parlato qui di raddoppio o di triplicazione. Non è così. È molto peggio. Cito un solo esempio: per la linea ferroviaria ad alta velocità Torino-Milano (tutta in pianura, senza una collina da bucare e con soli due fiumi da superare) si è passati dalla previsione, effettuata nel 1991 e convertita in euro, di un costo di 1 miliardo e 74 milioni di euro alla spesa effettiva, alla fine dei lavori (nel 2010), di 8,3 miliardi. In tempi di crisi sono belle somme... Soprattutto se si considera che si tratta pressoché totalmente di soldi pubblici, anticipati da banche che si garantiscono interessi ingenti e sicuri per decenni a venire. Non è razionale? Certo, non lo è! Ma erano forse razionali i prestiti *subprime* che hanno innescato la crisi finanziaria più rilevante del nuovo millennio, con danni gravissimi per i risparmiatori e nulli per le banche salvate dagli Stati? È, appunto, un “modello di sviluppo” che serve ai grandi poteri economici e finanziari;

b) la cultura sviluppatista è quella che continua, a dispetto della realtà, a pensare a un mondo in continua crescita economica e a investimenti e infrastrutture destinati a sostenerla e incentivarla. È la cultura che consente ai fautori delle grandi opere atti di pura fede come quello secondo cui la caduta dei trasporti sarà arrestata e invertita dalla costruzione di una ferrovia;

c) e c'è, infine, la disperazione di una politica incapace di proporre uscite credibili dalla crisi. I decisori politici sono, a volte, consapevoli che questo sistema non reggerà ma sanno che il suo crollo travolgerà definitivamente e senza prove d'appello la loro credibilità ormai ai minimi storici.

Tutto ciò produce, peraltro, una situazione gravissima, oltre che sul piano economico, anche sul piano etico e culturale come sottolineato, da ultimo, in un documento di straordinaria autorevolezza. Mi riferisco alla enciclica papale “Laudato si’” nella quale si legge tra l’altro:

«I poteri economici continuano a giustificare l’attuale sistema mondiale, in cui prevalgono una speculazione e una ricerca della rendita finanziaria che tendono a ignorare ogni contesto e gli effetti sulla dignità umana e sull’ambiente. Così si manifesta che il degrado ambientale e il degrado umano ed etico sono intimamente connessi» (punto 56).

«La partecipazione richiede che tutti siano adeguatamente informati sui diversi aspetti e sui vari rischi e possibilità, e non si riduce alla decisione iniziale su un progetto, ma implica anche azioni di controllo o monitoraggio costante. C’è bisogno di sincerità e verità nelle discussioni scientifiche e politiche, senza limitarsi a considerare che cosa sia permesso o meno dalla legislazione» (punto 183)».

Quel sistema, poi, fa venire alla ribalta questioni politiche che rimandano alla pretesa dell’economia (e, per essa, delle imprese, dei grandi gruppi finanziari, dei decisori politici) di essere libera da vincoli, ivi compreso il rapporto con le comunità e le persone toccate dalle grandi opere e il rispetto della loro salute e dei loro diritti. Tutto ciò ha evidentemente a che fare con le regole e i principi *minimi* della democrazia. E quando, per garantire questa pretesa, si arriva a dichiarare dei cantieri «siti strategici di interesse nazionale», assimilandoli a installazioni militari e difendendoli con i soldati – l’esercito in tempo di pace! – è conseguente che i cittadini si sentano defraudati dei loro diritti e si convincano che lo Stato ha dichiarato loro guerra.

È appena il caso di aggiungere che un sistema siffatto non può trovare giustificazione in un asserito *potere di maggioranza* a cui la minoranza dovrebbe comunque sottomettersi in ossequio all’“interesse generale”.

Il Tribunale permanente dei popoli ha più volte messo in guardia – da ultimo in modo particolarmente efficace nella sentenza 23 luglio 2008 sulle politiche delle transnazionali in Colombia – sul sempre incombente pericolo «di una tirannia della maggioranza» prodotta da un consenso elettorale contingente, sottolineando che «la democrazia non consiste solamente in un procedimento elettorale, ma anche in un dibattito pubblico, aperto a tutti i componenti della società e ad ogni cittadino, a garanzia del libero esercizio di tutti i suoi diritti. Solo in questo modo si può edificare e costituire la “ragione pubblica” per la salvaguardia dell’interesse comune».

Ciò, del resto, corrisponde al pensiero dei padri del pensiero liberale, a cominciare dall’aristocratico francese Alexis de Tocqueville che, ritornando da una lunga permanenza in America, nel 1831-32, alla ricerca delle fonti e delle forme della democrazia, scriveva:

«Quando sento la mano del potere appesantirsi sulla mia fronte [...] non sono maggiormente disposto a infilare la tesa sotto il giogo perché un milione di braccia me lo porge. [...] Se in luogo di tutte le varie potenze che impedirono o ritardarono lo slancio della ragione umana, i popoli democratici sostituissero il potere assoluto della maggioranza, il male non avrebbe fatto che cambiare carattere».

Il senso di questa affermazione – e di tante altre consimili – è evidente e sempre attuale. La democrazia non coincide con il principio di maggioranza, che è certamente uno dei suoi cardini ma non l’unico. La maggioranza decide, con il voto, chi deve governare e con lo stesso sistema si prendono le decisioni politiche, che sono, peraltro, frutto di percorsi e confronti necessitati e hanno dei *vincoli* contenutistici (tanto che alcune costituzioni prevedono esplicitamente un *diritto/dovere di resistenza* dei cittadini a fronte di decisioni politiche che violano diritti e principi fondamentali). L’assolutizzazione del principio di maggioranza provoca la fuoruscita dal modello democratico nel quale, del resto, diverse funzioni sono guidate da principi diversi: bastino gli esempi delle pronunce dei giudici, che sono assunte in base a regole e criteri prestabiliti e non ai *desiderata* dei più, e del controllo di costituzionalità delle leggi, che è effettuato dalla Corte costituzionale in base a verifiche interpretative che possono condurre alla *abrogazione* di leggi pur approvate dalla maggioranza e, al limite, dalla totalità del Parlamento).

Dunque, la violazione dei diritti fondamentali delle persone e delle comunità non può essere legittimata da un voto di maggioranza. E del resto, come abbiamo scritto già nel ricorso introduttivo, citando un illustre costituzionalista come Gustavo Zagrebelsky,

«nessuna votazione, in democrazia (salvo quelle riguardanti le regole costitutive o costituzionali della democrazia stessa) chiude definitivamente una partita. [...] La massima: *vox populi, vox dei* è soltanto la legittimazione della violenza che i più esercitano sui meno numerosi. Essa solo apparentemente è democratica, poiché nega la libertà di chi è minoranza, la cui opinione sarebbe meritevole di essere schiacciata per non risollevarsi più. Questa sarebbe semmai democrazia assolutistica o terroristica, non democrazia basata sulla libertà di tutti».

7. Riassumo: l'estromissione dei cittadini e della comunità locale dalla possibilità di concorrere alle decisioni riguardanti il TAV e le grandi opere consimili, la sistematica disinformazione o informazione fraudolenta sui loro presupposti ed esiti, il tentativo di eliminare ogni forma di opposizione con fattispecie giuridiche *ad hoc*, con la militarizzazione del territorio e con un surplus di repressione penale sono circostanze provate ad li là di ogni ragionevole dubbio. Così come è acclarato, stante l'onnipresenza di questi caratteri, che siamo di fronte non a modalità accidentali e contingenti ma a un metodo, a un vero e proprio sistema di governo di questo settore della vita pubblica e dell'economia.

D'altro canto la possibilità di concorrere alle decisioni che riguardano il proprio habitat, la propria vita e la propria salute e quelle delle generazioni future è considerata un diritto fondamentale dei cittadini e delle comunità anche dalla "Dichiarazione universale dei diritti umani" approvata dalla Assemblea generale delle Nazioni Unite il 10 dicembre 1948 nella quale, premesso che «è indispensabile che i diritti umani siano protetti da norme giuridiche, se si vuole evitare che l'uomo sia costretto a ricorrere, come ultima istanza, alla ribellione», si afferma espressamente – tra l'altro – che «ogni individuo ha diritto a un'effettiva possibilità di ricorso a competenti tribunali contro atti che violino i diritti fondamentali a lui riconosciuti dalla costituzione o dalla legge» (articolo 8) e che «ogni individuo ha diritto di partecipare al governo del proprio Paese, sia direttamente, sia attraverso rappresentanti liberamente scelti» (art. 21, punto 1).

Ciò è stato fissato in maniera univoca dal Tribunale permanente dei popoli, per esempio, nella sentenza 23 luglio 2008 relativa alle "Politiche delle transnazionali in Colombia" laddove, in un passaggio che sembra scritto per la Val Susa e per l'Europa, si afferma:

«il diritto delle donne e degli uomini a essere consultati al fine di ottenere il consenso libero, previo e informato prima di adottare e applicare misure legislative o amministrative che li danneggino, prima di adottare qualsiasi progetto che comprometta le loro terre o territori o altre risorse».

8. Resta peraltro aperto, ai fini del vostro giudizio, un problema grave, che è stato posto in questi mesi e che noi stessi ci siamo prospettati nel momento in cui abbiamo presentato il ricorso (e che abbiamo ripreso anche in una successiva memoria presentata il 1 luglio 2014).

Il problema è questo: le prevaricazioni, le illegittimità, i soprusi in atto con riferimento al TAV in Val Susa e alle altre grandi opere esaminate in questa sessione integrano una di quelle violazioni gravi e sistematiche dei diritti fondamentali dei popoli e delle minoranze e/o dei diritti e delle libertà degli individui che (a fianco dei crimini contro la pace e contro l'umanità) legittimano l'intervento del Tribunale permanente dei popoli ai sensi dell'articolo 2 del suo statuto? O, seppur gravi, restano al di sotto di quella soglia, in un mondo in cui ogni giorno si susseguono crimini immani (dalle stragi quotidiane di migranti, sulle nostre coste, sui nostri mari ed anche sulla terraferma, ai veri e propri tentativi di annientamento di popoli in Siria, in Kurdistan, nel Medio Oriente e nel cuore dell'Africa)?

Non è un artificio retorico ma una domanda vera che noi per primi – come ho detto – ci siamo posti, perché siamo partecipi di quei drammi, di quelle tragedie, che, anzi, sono spesso diventati parte dell'impegno e della lotta della Val Susa (da ultimo, per esempio, con il gemellaggio e il progetto di aiuti che ha unito il Comune di San Didero – la cui sindaca, Loredana Bellone, avete avuto modo di ascoltare in questi giorni – con la città di Kobane e la regione del Rojava nel Kurdistan siriano). È, dunque, una domanda vera che non sottovalutiamo, ma a cui crediamo, con convinzione, che debba essere data risposta positiva.

Lo abbiamo scritto fin dal ricorso introduttivo: nella nostra situazione (nelle situazioni europee) «la violazione dei diritti fondamentali di persone e popolazioni avviene in modo meno *brutale* di quanto accaduto in altre vicende prese in esame dal Tribunale, soprattutto nei primi decenni di attività» ma la vicenda della Val Susa e altre consimili «rappresentano – su scala locale e regionale – la nuova frontiera dei diritti a fronte di attacchi che mettono in pericolo lo stesso equilibrio (ecologico e democratico) del pianeta» sì da rientrare a pieno titolo tra quelle suscettibili di analisi e di giudizio da parte del TPP. Da un lato, infatti, l'articolo 1, comma 2, dello statuto del Tribunale prevede che lo stesso è competente a pronunciarsi, tra l'altro, «sulle violazioni gravi e sistematiche dei diritti e delle libertà degli individui» senza connotazioni aggiuntive; dall'altro, nel diritto vivente, gli interventi del Tribunale si sono progressivamente estesi sino a ricomprendere situazioni in cui erano dedotte violazioni di diritti di individui e di comunità interne a singoli Stati, assai simili a quella in esame: si veda per esempio – oltre alle decisioni citate nel ricorso – la sentenza 21 maggio 1999 (*Examen de la plainte déposée par le collectif "ELF ne doit pas faire la loi en Afrique" contre l'entreprise ELF-Aquitaine*) in cui si legge, tra l'altro, quanto segue:

«I lavori della Sessione del Tribunale permanente dei popoli sulla ELF si sono appoggiati sulla Dichiarazione universale dei diritti dei popoli, che proclama il diritto di questi ultimi alla autodeterminazione politica e ricorda i loro diritti economici, in particolare quello del controllo sulle loro risorse naturali e al rispetto del loro ambiente. Il caso ELF ha rivelato pratiche che ostacolano l'esercizio di questi diritti. [...]

Ripensare il ruolo del Tribunale permanente dei popoli nella prospettiva che ne attua il suo mandato originario richiede che si ponga attenzione ai seguenti problemi :

- il modo in cui i fondamenti delle leggi imperialiste – l'equazione tra l'“ordine” e la protezione della proprietà privata – possono essere messi in causa e limitati rappresenta la formalizzazione della liberazione dalla tirannia economica;
- il modo in cui le procedure previste per “dire” e per “ascoltare” dovrebbero essere innovate per dare il primo posto alle voci di coloro che soffrono, nella prospettiva di creare una forma di giudizio sociale contro la criminalità economica delle transazionali».

9. L'impostazione del Tribunale permanente dei popoli – la vostra impostazione – è chiara e non lascia spazio a dubbi. Ma – mi piace sottolinearlo – è convalidata da altri numerosi elementi

Il primo viene non da un fondamentalismo ambientalista ma dalla già ricordata recente enciclica “Laudato si” del papa di Roma, nel cui punto 95 si legge:

«L'ambiente è un bene collettivo, patrimonio di tutta l'umanità e responsabilità di tutti. Chi ne possiede una parte è solo per amministrarla a beneficio di tutti. Se non lo facciamo, ci carichiamo sulla coscienza il peso di negare l'esistenza degli altri. Per questo i vescovi della Nuova Zelanda si sono chiesti che cosa significa il comandamento “non uccidere” quando “un venti per cento della popolazione mondiale consuma risorse in misura tale da rubare alle nazioni povere e alle future generazioni ciò di cui hanno bisogno per sopravvivere».

Attenzione alle parole che, ovviamente, non sono usate a caso! Il divieto di devastazioni ambientali irreversibili che attentano alla vita e alla salute delle generazioni attuali e di quelle future viene inscritto, nientemeno, che nei comandamenti fondamentali: «Non uccidere!» e «Non rubare!». E se così è, emerge in tutta evidenza la violazione di diritti fondamentale collettivi insita nella estromissione delle popolazioni interessate dalle relative decisioni.

In secondo luogo, la logica autoritaria delle decisioni prese su questioni così rilevanti e irreversibili è, a tutti gli effetti, una logica di tipo coloniale come quelle che hanno determinato la gran parte degli interventi di codesto Tribunale. Qual era ed è, infatti, l'essenza del colonialismo se non il dominio dell'Occidente sulle risorse di altri popoli imposto con la forza e con una asserita *superiorità* etica e culturale dei colonizzatori (dove, come usava dire sir Thomas Watt, responsabile britannico in Sudafrica: «a nessuna considerazione di ordine etico, come i diritti dell'uomo, sarà permesso di sbarrare la strada al dominio bianco»)? Ma non sono questi – ovviamente con i dovuti adattamenti (*mutatis mutandis*, come dicono i giuristi) – gli *argomenti* usati nei confronti degli oppositori al TAV e alle grandi opere consimili, considerati alla stregua di ignoranti nemici del progresso, preoccupati solo del “proprio giardino” e magari usi alla violenza, con conseguente legittimità anche della forza (in luogo del dialogo) per ridurli al silenzio? Parlo, ovviamente, di logica, di cultura sottostante, non di gesti concreti. Ed è questo che connette la decisione a cui oggi siete chiamati con le decisioni del Tribunale di decenni fa, relative, per esempio, al Sahara (1979), a Timor Est (1981), allo Zaire (1982), al Guatemala (1983). Nella sua storia – lo sappiamo bene – il TPP si è sempre occupato, con le sole eccezioni della ex Jugoslavia e di Chernobyl (sentenze 20 febbraio e 11 dicembre 1995 e sentenza 15 aprile 1996), di violazioni di diritti avvenute in Paesi extraeuropei. Non per caso ma per la sua origine, legata alla esperienza del colonialismo (come espressamente affermato nella Carta di Algeri del lontano 4 luglio 1976). Nel nuovo millennio, peraltro, al colonialismo *classico* si sono affiancate altre forme di sfruttamento e di espropriazione dei diritti dei popoli e dei cittadini conseguenti al potere assoluto e incontrollato della forza e della ricchezza. Ed è dunque comprensibile e coerente che il Tribunale si arricchisca di queste nuove competenze, come ha fatto, del resto, quando si è occupato di Fondo monetario internazionale e Banca mondiale (1988-1994), di rischi industriali e diritti umani (1994), di diritti dell'infanzia e dei minori (1995), di diritti dei lavoratori dell'abbigliamento (1998).

E c'è una terza considerazione. Le violazioni di diritti di cui ci occupiamo oggi sono certo meno eclatanti di altre ma sono il segnale di quanto ci aspetta in futuro. Nelle società contemporanee, percorse da nuove derive decisioniste e autoritarie accade sempre più spesso che il centro sia cieco e che la verità si intraveda dai margini, dalle periferie, da vicende che riguardano parti limitate della società che anticipano, peraltro, fenomeni di carattere generale. Come hanno dimostrato – tra le altre – le ricerche, ormai classiche, di Enzo Traverso sul nazismo e la sua genesi, la mancata percezione e l'omessa analisi di molti segnali premonitori pur facilmente avvertibili hanno prodotto nel secolo scorso lutti e disastri indicibili. Spetta al TPP, da sempre in anticipo sui tempi, dare il proprio contributo nel ribaltare l'imperante ottica miope e inadeguata e nel denunciare e condannare le violazioni dei diritti fondamentali di quote apparentemente limitate di popoli, anche per evitare che esse diventino un metodo di governo generalizzato della società.

10. È alla luce di tutto questo che sottoponiamo al Tribunale dei popoli le nostre richieste.

Le grandi opere e le pratiche che le accompagnano, in Val Susa, in Italia e in Europa, non esauriscono i loro effetti nella costruzione di una diga o di un megaponte, nell'abbattimento di una foresta o nel traforo di una montagna (già di per sé, talora, produttivi di eventi terribili, come dovrebbero ricordare, nel nostro Paese, i 1.917 morti della tragedia del Vajont del 1963, rimossi dal dibattito sulle grandi opere) ma incidono – come l'esperienza di questi anni insegna – sui meccanismi complessivi di funzionamento delle istituzioni e della stessa democrazia. Per questo noi – e con noi le comunità di Notre Dame des Landes, di Londra, Birmingham e Manchester, di Rosia Montana e Corna, dei Paesi Baschi di Francia e di Spagna, di Stoccarda, di Venezia, di Firenze, della Basilicata e delle regioni d'Italia interessate ai progetti di trivellazione, di Messina, di Niscemi e di tante altre parti d'Italia e d'Europa – chiediamo al Tribunale permanente dei popoli di dire, con l'autorevolezza che le conferiscono la sua storia, la sua composizione e la sua indipendenza:

- che in Val Susa sono stati violati i diritti fondamentali degli abitanti e della comunità locale ad essere correttamente informati e a partecipare, direttamente e tramite i propri rappresentanti istituzionali, alle decisioni concernenti la progettazione e la realizzazione della Nuova linea ferroviaria Torino-Lione (nota come TAV), decisioni cruciali in quanto incidenti sulle risorse naturali, sull'ambiente, sulla salute e sulla stessa aspettativa di vita delle generazioni attuali e di quelle future;

- che tale violazione è stata realizzata con deliberate omissioni (in particolare il mancato coinvolgimento della comunità locale e dei suoi rappresentanti istituzionali nelle decisioni concernenti la nuova linea ferroviaria, l'omessa attivazione di procedure di effettivo confronto e concertazione, la mancata previsione di ricorsi giurisdizionali adeguati contro l'estromissione dei cittadini dalle decisioni anzidette) e con comportamenti attivi (in particolare la manipolazione dei dati relativi all'utilità e all'impatto delle opere, nonché l'elaborazione al riguardo e la conseguente diffusione di informazioni, previsioni e dati inveritieri e/o scientificamente infondati su caratteristiche, utilità e ricadute dell'opera; la predisposizione di provvedimenti legislativi tesi a escludere la partecipazione e a *criminalizzare* le manifestazioni di protesta; l'adozione di prassi e interventi amministrativi e di polizia caratterizzati dalla stessa finalità e giunti fino al controllo del territorio con l'esercito e a un uso sproporzionato della forza nei confronti di oppositori e manifestanti talora anche grazie ad appositi provvedimenti legislativi, al controllo militare del territorio e all'intervento massiccio degli apparati repressivi (con significative limitazioni di diritti dei cittadini costituzionalmente garantiti);

- che a realizzare questa violazione hanno concorso i gruppi proponenti dell'opera, le società incaricate della sua realizzazione e i governi nazionali succedutisi negli ultimi due decenni (che hanno agito direttamente e tramite funzionari preposti ad articolazioni fondamentali come l'Osservatorio per il collegamento ferroviario Torino-Lione) e che la violazione è stata consentita o agevolata dalle competenti istituzioni europee (commissario designato dalla Commissione europea a Coordinatore del Progetto Prioritario TEN-T n. 6 e Commissione Petizioni del Parlamento europeo) con l'accettazione acritica dei progetti predisposti dai proponenti e dai governi, con la mancanza di adeguati controlli e con l'omessa considerazione delle istanze provenienti dalla comunità della Val Susa e dai suoi tecnici;

- che il sistema accertato con riferimento alla Val Susa è espressione di un modello di governo del territorio e delle dinamiche sociali di stampo *neocoloniale* fondato sulla pretesa di lobby economiche e finanziarie nazionali e sovranazionali e delle istituzioni con esse collegate di disporre senza limiti e senza controlli delle risorse del territorio estromettendo le popolazioni interessate (considerate portatrici di interessi particolaristici e non apprezzabili);

- che tale modello di governo è ormai diffuso in Italia e in Europa, come dimostra la gestione delle numerose vicende esaminate in questa sessione e in particolare, per limitarsi alle più rilevanti, di quelle dell'aeroporto di Notre Dame des Landes in Francia, della miniera a cielo aperto di Rosia Montana in Romania, della linea ferroviaria "Y basca" in Spagna, del ponte di Messina, delle dighe del Mose a Venezia e delle trivellazioni per la ricerca di idrocarburi in diverse regioni d'Italia;

- che tale sistema è in palese contrasto con le prescrizioni di numerosi trattati e atti internazionali (in particolare, della Convenzione di Aarhus del 25 giugno 1998, che prevede, in materia ambientale, una «informazione adeguata, efficace e tempestiva», la partecipazione effettiva dei cittadini ai lavori «durante tutto il processo decisionale» e l'obbligo delle istituzioni competenti di «tenere adeguatamente conto dei risultati della partecipazione» dei cittadini), viola i fondamenti della democrazia partecipativa (conseguente alla affermazione, presente nella gran parte delle costituzioni occidentali, secondo cui «la sovranità appartiene al popolo») e mette a rischio, anche nel cuore dell'Europa, i principi fondamentali affermati nella Dichiarazione universale dei diritti umani, approvata dalla Assemblea generale delle Nazioni Unite il 10 dicembre 1948.

Ho concluso. Nel consegnare al Tribunale permanente dei popoli queste richieste avverto l'inadeguatezza delle mie parole per descrivere la gravità delle violazioni di diritti fondamentali connesse con il sistema delle grandi opere e i guasti da esso prodotti (e ancor più suscettibili di essere prodotti) nel governo delle società e nel rapporto tra i grandi poteri economici e finanziari e i cittadini. Mi solleva la convinzione che quanto io non ho saputo dire vi sia stato trasmesso dalla tensione, dall'intelligenza, dalla passione, dal rigore di quel frammento di comunità che avete avuto modo di conoscere in questi giorni.

Vi ringrazio per l'attenzione.